



Région Rhône-Alpes

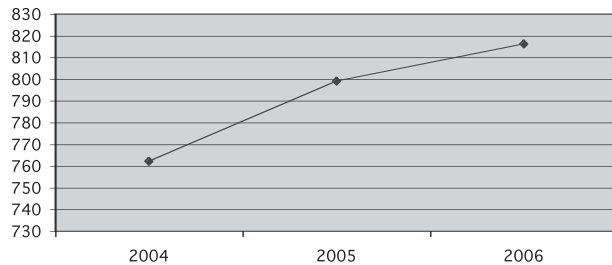
Des augmentations répétées et injustifiées de la fiscalité régionale

Élu en 2004, Jean-Jack Queyranne avait promis aux Rhônalpins de ne pas augmenter la fiscalité. Les promesses n'engageant que ceux qui les écoutent, c'est bien connu, l'exécutif socialiste a prélevé 263 M€ d'impôts et taxes supplémentaires depuis 2004.

Au-delà du matraquage fiscal et des promesses non tenues, la majorité de gauche a accru la dette de la région et fait exploser les dépenses de fonctionnement au détriment des investissements qui préparent l'avenir. Au total, c'est 179 millions d'euros d'impôts supplémentaires que les Rhônalpins vont payer par rapport à 2004 au titre des seules taxes foncières ou professionnelle.

Les entreprises ne sont pas épargnées. Alors que l'exécutif socialiste prétend mener des actions en faveur du développement économique et de l'emploi, il a prélevé sur les entreprises rhônalpines **50 M€ d'impôts supplémentaires depuis**

AUGMENTATION DES DOTATIONS DE L'ÉTAT



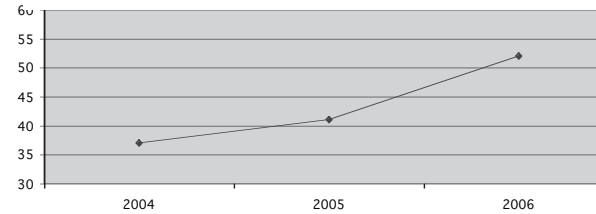
LES AUTOMOBILISTES RHÔNALPINS, NOUVELLES VACHES À LAIT DE L'EXÉCUTIF SOCIALISTE

Mauvaise nouvelle également pour les automobilistes de Rhône-Alpes en 2007. Déjà lourdement taxés, ils vont devoir payer un peu plus cher leur essence. Jean-Jack Queyranne a décidé de créer un nouvel impôt en augmentant la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Grâce à ce nouvel impôt, la région va se mettre dans la poche 51 M€ de recettes nouvelles. Ce nouveau prélèvement s'ajoute aux augmentations de la taxe sur les cartes grises que les Rhônalpins ont subies depuis 2004. Décidément, il vaut mieux ne pas avoir d'automobile en Rhône-Alpes. En deux ans, si l'on ajoute l'augmentation des taxes sur les cartes grises ainsi que la hausse du prix de l'essence, ce sont plus de 78 M€ que les socialistes ont prélevé sur les automobilistes Rhônalpins !

2004. Ces prélèvements sur les entreprises sont autant de freins à l'investissement et à la création d'emplois. Parallèlement les crédits consacrés à l'action économique diminuent. En 2004, ils représentaient 7 % du budget. Aujourd'hui, ils ne s'élèvent plus qu'à 6 % du budget total. On ne peut même pas parler d'indifférence à l'égard des entreprises, il s'agit d'acharnement.

L'exécutif tente de justifier sa décision en expliquant que c'est

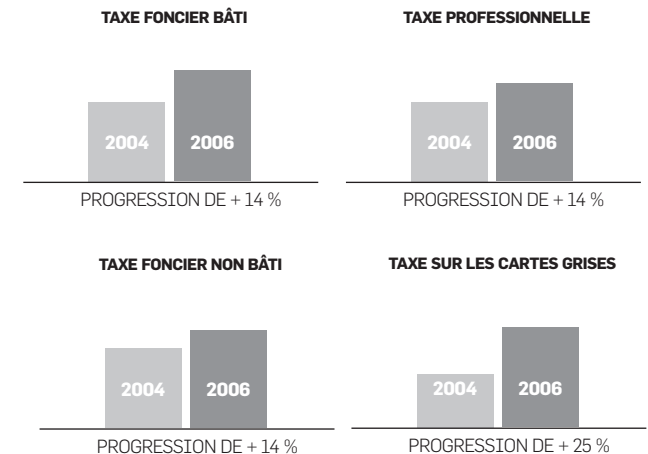
DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +57 %



de la faute de l'Etat. Mais c'est faux ! Le déficit des transferts liés à la décentralisation s'élèverait en 2007 à 31 millions d'euros, l'exécutif empoche donc une cagnotte de **20 M€**. La réalité c'est qu'avec l'augmentation maximum de la TIPP, la majorité de gauche prive les Rhônalpins de 20 M€ de **pouvoir d'achat !** Contrairement à ce que clament les socialistes, les hausses de fiscalité ne peuvent pas être imputables aux lois de décentralisation, ni d'ailleurs à un prétendu désengagement de l'Etat, puisque celui-ci continue d'augmenter ses dotations. **L'augmentation des impôts et des taxes est donc le seul résultat des politiques socialistes en Rhône-Alpes.**

L'augmentation des impôts résulte des multiples dépenses de l'exécutif socialiste « *On n'est jamais mieux servi que par soi même* » nous enseigne le dicton populaire. Depuis 2004, l'exécutif a pris grand soin d'augmenter de 30 %, c'est-à-dire de **18 M€ les dépenses propres de**

“ Élu en 2004, Jean-Jack Queyranne avait promis aux Rhônalpins de ne pas augmenter la fiscalité.”



L'institution régionale.

A cela s'ajoutent les dépenses de communication. On peut citer notamment le lancement à grand frais de journaux régionaux, des suppléments dans la presse quotidienne... La participation à hauteur de **450 000 € au forum de la mondialisation à Lyon** et cerise sur le gâteau, la construction d'un palais de la Région pour **157 millions d'euros, c'est-à-dire l'équivalent de 7 lycées.**

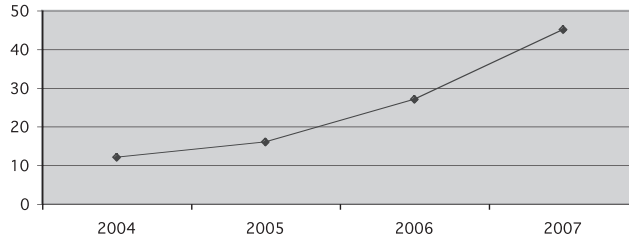
Pour mettre en œuvre cette politique dépensière, il faut des moyens et du personnel. En 3 ans, les dépenses de personnel ont donc augmenté de 57 %.

Les augmentations des dépenses sont tellement élevées que ni la hausse des impôts, ni l'augmentation des dotations de l'Etat ne parvient à les compenser.

Augmentation de l'emprunt et de la dette

Malgré les augmentations d'impôts, l'exécutif emprunte chaque année toujours plus. Or les

AUGMENTATION DE LA DETTE RÉGIONALE



emprunts d'aujourd'hui, étant les impôts de demain, la région Rhône-Alpes semble s'engager sur une bien mauvaise pente.

La région est passée d'un rythme de mobilisation d'emprunt oscillant entre **40 et 130 M€ par an** dans la période 2000-2003, à 233M€ en 2005, puis environ 310M€ en 2006. Ce qui est grave, c'est que l'augmentation de l'emprunt est deux fois plus rapide (+ 100M€) que celle de l'investissement (+60M€). C'est une fuite en avant, qui démontre que l'exécutif socialiste ne maîtrise plus les dépenses.

Cela va conduire à un doublement de la dette en seulement 3 exercices budgétaires.

De 600 millions d'euros au 31/12/04 elle doit passer à 1 269 millions d'euros au

31/12/07. Cette explosion de la dette entraîne donc l'explosion des frais financiers.

Cette explosion de la dette, entraîne la région dans une spirale infernale puisque l'augmentation en 2007, de 8 % des taxes foncières et professionnelle (22 M€) couvre à peine l'accroissement des frais financiers. C'est ce que l'on, appelle un « effet boule de neige » !

“ La construction d'un palais de la Région va coûter 157 millions d'euros, c'est-à-dire l'équivalent de 7 lycées.”